

La gauche immigrée prend la parole

Des personnalités issues de l'immigration veulent offrir un "handicap positif" aux étrangers candidats sur des listes de gauche aux élections municipales. Elles appellent donc à soutenir les "candidats étrangers de gauche" et à voter également en faveur des candidats luxembourgeois "les plus engagés dans la défense de l'intégration". Parmi les signataires de l'appel figurent Eduardo Dias, Michel Legrand, Graziano Pianaro ou encore Maria Eduarda De Macedo. L'appel est intéressant parce qu'il témoigne d'un intérêt renforcé des populations immigrées pour la vie politique luxembourgeoise. Jusqu'ici, les étrangers avaient pour beaucoup d'entre eux une activité politique largement invisible, qui s'est surtout déroulée au sein des sections luxembourgeoises de leurs familles politiques d'origine, qu'elles soient social-démocrates ou communistes. Dans la même veine, le Circolo Culturale e Ricreativo Curiel propose le mardi 4 octobre à partir de 19 heures un pot avec un certain nombre de candidats et de candidates de gauche, luxembourgeois et non-luxembourgeois.

GrenzgängerInnen zum Ausnehmen

STATEC und CEPS/Instead widmen sich in mehreren Studien der Frage, welchen Einfluss die "frontaliers" auf die luxemburgische Wirtschaft haben. Insgesamt 4,3 Milliarden Euro verbleiben den etwa 110.000 GrenzgängerInnen als Nettolohn. Davon geben sie fast 900 Millionen Euro für Konsum in Luxemburg aus. Dass ihre Löhne je nach Rechenmodell um 5 bis 7 Prozent unter denen ihrer in Luxemburg ansässigen KollegInnen liegen, war schon früher gewusst, neu jedoch ist eine detaillierte Analyse ihrer Konsumgewohnheiten. Eine Korrelation ist dem STATEC-Direktor besonders ins Auge gesprungen: Auto fahrende "frontaliers" neigen eher dazu, ihre Einkäufe in Luxemburg zu tätigen, als jene die mit dem öffentlichen Transport ins Land strömen. Die Sorge um eine positive Zahlungsbilanz mag verständlich sein. Aber sollte die hiesige Wirtschaftspolitik wirklich nur darauf abzielen, den GrenzgängerInnen soviel wie möglich wieder aus der Tasche zu entlocken? Absurd wird das Ganze, wenn der STATEC-Chef daraus eine Art "choix de société" macht und vor laufender Kamera darüber sinniert, ob der Ausbau des öffentlichen Personentransports am Ende nicht zu Einkommensverlusten unserer Volkswirtschaft führt.



Pour Thérèse Michaelis, le gouvernement poursuit une politique cohérente en matière de politique de drogue. Ce qui n'empêche pas la problématique d'être devenue plus complexe.

(Foto: Christian Mosar)

DROGUES

"Trouver le juste équilibre"

woxx: *Le Centre de prévention des toxicomanies a fêté cette semaine ses dix années d'existence. A-t-il toujours une raison d'être?*

Thérèse Michaelis: Quand on voit comment la société s'est développée ces dix dernières années, on peut dire que la raison d'être du CePT s'est affirmée. A l'époque, la problématique des drogues était considérée comme marginale. Maintenant, nous avons tous conscience de la diversité des problèmes.

En quoi la situation a-t-elle changé?

La consommation des substances psychoactives, par exemple, a explosé. La consommation des substances les plus diverses s'est énormément démocratisée. C'est le cas du cannabis, mais aussi des médicaments. Les drogues sont devenues des articles de consommation. L'accès aux drogues s'est radicalement simplifié: il suffit de surfer sur Internet et on peut y trouver de tout. Que l'on cherche le sommeil ou la performance, toutes sortes de substances sont à portée de main. Prenons l'exemple des alcopops et de l'industrie de l'alcool en général: leur seul but est d'amener les gens à consommer.

Les producteurs d'alcopops ciblent prioritairement les adolescents. Afin d'endiguer leur consommation, le ministre de la santé veut en augmenter les prix. Les jeunes peuvent toutefois se fabriquer leurs propres boissons, leurs propres alcopops, à base de jus, de sodas et d'alcools "traditionnels". Ne faudrait-il pas aussi augmenter les prix de ces derniers?

Evidemment. Il y a toutefois une différence notoire pour un jeune entre le fait de commander un alcopops, et celui de deman-

der au serveur de lui mélanger du jus d'orange à de la vodka. C'est une autre démarche, car il faut explicitement commander de l'alcool. Les alcopops ne sont plus consciemment assimilés à de l'alcool. Quant au produit même, hormis le fait qu'il contienne de l'alcool, ce breuvage chimique est d'une nuisance terrible pour la santé, notamment à cause du sucre ou des additifs par exemple. Mieux vaut encore boire un mélange de vin et de soda!

Il y a quelques mois, on parlait beaucoup d'une nouvelle drogue bon marché et dévastatrice introduite par une mafia nigériane. Quels échos le Centre de prévention en a-t-il reçu?

Ce phénomène semble circonscrit au milieu des toxicomanes lourdement dépendants.

Le ministre de la santé, Mars di Bartolomeo, veut mener une politique de "l'approche cohérente", où il s'agit de prendre en considération toutes les drogues, indépendamment de leur statut légal. Comment jugez-vous cette approche?

Nous sommes très satisfaits d'avoir un ministre qui appréhende le problème des drogues dans sa globalité. Notre action n'est pas étrangère à cette évolution politique.

De 1994 à 1999, le gouvernement d'alors était de la même couleur politique que l'actuel. La coalition de cette époque, les socialistes en tête, faisait des pas concrets vers une politique de dépénalisation du cannabis. Cela ne semble pas être le cas du ministre de la santé.

Je pense que c'est au niveau européen qu'il faut trouver des solutions. Je souhaite que le Luxembourg contribue fortement à ce que l'Europe s'engage dans de nouvelles voies. Le Luxembourg peut bien faire cavalier seul et changer sa législation, mais je doute que cela suffise à circonscrire la problématique dans un monde globalisé. N'oublions pas que les Hollandais souffrent du tourisme des drogues. Il y a pourtant beaucoup de pays qui voudraient être plus libéraux. Au niveau européen, avec les nouveaux entrants, une telle politique sera toutefois plus difficile à réaliser. Ce qui ne m'empêche pas d'espérer de voir l'Europe s'ériger en contrepoids face à la politique des Etats-Unis à l'égard des stupéfiants.

Qui dit politique cohérente, dit aussi mise en cause du statut légal de certaines drogues, notamment des drogues dites douces.

Je réfute la distinction faite entre les drogues douces et les drogues dures. Mieux vaut parler de consommation douce ou dure. S'il est évident que toutes les drogues ne produisent pas les mêmes effets, je pense qu'on ne peut plus qualifier le cannabis de drogue douce. Fumer un joint n'est plus un signe d'appartenance sociale ou politique. Le cannabis s'est inséré dans la logique de notre société de consommation. Quand de plus en plus de jeunes débutent leur journée par un joint, il ne s'agit pas de consommation douce. Le cannabis a reçu une publicité énorme car il a été au centre de beaucoup de discussions: son statut légal criminalisant, la lutte pour sa légalisation et finalement la conviction qu'il est plutôt inoffensif.


Dans l'absolu, étant donné que l'alcool est en vente libre, pourquoi pas le cannabis?

A mon avis, il faut trouver le juste équilibre entre une approche extrêmement prohibitive et absolument laxiste. Pourquoi ne pas s'inspirer de certains modèles étrangers, comme les pays nordiques. L'alcool y a été soumis à un monopole d'Etat. Malheureusement, le principe de l'économie de marché saborde un tel modèle.

Mais la balance semble pencher en faveur d'une politique plus répressive. Mars di Bartolomeo qualifie le cannabis de drogue initiale.

De nos jours, tout le monde sait que le marché des stupéfiants est segmenté. On ne se procure pas le cannabis au même endroit que la cocaïne ou l'héroïne. Il faut se demander ce que signifie le terme de drogue non initiale. Normalement, la première drogue, la drogue initiale, c'est le tabac ou l'alcool.

Entretien: David Wagner



déi aner wochenzeitung
sucht unbefristet

eine Journalistin oder
einen Journalisten

Aufgabengebiete:

- journalistische Beiträge in deutscher und französischer Sprache für die Politik-Redaktion;
- Koordination der aktuellen Ausgabe im Wechsel mit den anderen RedaktionskollegInnen.

Wir wünschen uns einen/eine Mitarbeiter/in mit:

- Erfahrungen im journalistischen Bereich
- guten Sprachkenntnissen in Deutsch und Französisch und Schreibkompetenz in einer dieser Sprachen;
- Kenntnis des Luxemburgischen bzw. Bereitschaft, es sich als Umgangssprache anzueignen;
- Motivation, unser selbstverwaltetes Projekt aktiv und auf Dauer mitzugestalten;
- Teamgeist und der Fähigkeit, selbstständig zu arbeiten.

Bewerbungen inklusive aussagekräftigen Arbeitsproben bis zum **17. Oktober 2005** an:

woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg
oder candidate@woxx.lu
Zusätzliche Informationen: www.woxx.lu

Thérèse Michaelis

dirige depuis 1995 le Centre de prévention des toxicomanies. Après avoir obtenu une licence en psychologie à l'université de Liège, elle a suivi une formation supplémentaire de thérapeute familial. Elle a ensuite été psychologue scolaire au lycée Mathias Adam avant de coordonner le Service de psychologie et d'orientation scolaire. Elle est actuellement membre du comité interministériel des drogues.